



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

bilan

Question au Gouvernement n° 599

Texte de la question

BILAN DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste.

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le Premier ministre, il y a un an, dans votre discours de politique générale, vous promettiez « un Etat attentif », et nous n'avons eu qu'un gouvernement attentiste face à la montée de la crise économique et résigné face au chômage. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Vous promettiez « une France créative », et nous avons une économie en panne. Vous promettiez « une République en partage », et nous avons vu un Etat dans lequel l'UMP, votre parti, souhaite régner sans partage. (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.*)

Mme Nadine Morano. Des mots !

M. Gaëtan Gorce. Mais le plus grave n'est pas tant ce bilan que l'absence totale de perspectives dans laquelle vous inscrivez l'action de votre gouvernement. Votre politique reste en effet minée par ses contradictions. Si gouverner c'est prévoir, si gouverner c'est choisir, alors on peut se demander si notre pays est véritablement gouverné depuis un an.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. En effet, gouverner, c'est choisir !

M. Gaëtan Gorce. En un an, vous n'avez pas su expliquer comment concilier la réduction des déficits et vos promesses fiscales.

M. Lucien Degauchy. Et Jospin ?

M. Gaëtan Gorce. Vous n'avez pas su expliquer comment concilier une politique de l'emploi et la baisse du budget qui lui est consacré.

Saurez-vous expliquer aujourd'hui à la représentation nationale comment vous comptez préserver notre système de protection sociale, tout en laissant filer sans réagir les déficits de la sécurité sociale au-delà des 10 milliards d'euros ?

Saurez-vous expliquer aujourd'hui à la représentation nationale pourquoi vous avez choisi de faire de la fonction publique et du service public la cible de toutes vos attaques. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)...

M. Richard Mallié. Ridicule !

M. Gaëtan Gorce ... alors que l'Etat est le garant de la cohésion sociale dont nous avons tant besoin en période de crise ?

Saurez-vous expliquer aujourd'hui comment vous comptez relancer la croissance, alors que vous ne prenez aucune initiative pour soutenir la consommation ?

M. Lucien Degauchy. Immobiliste !

M. Gaëtan Gorce. En somme, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous préciser à la représentation nationale ce que vous avez répondu au président de notre assemblée lorsqu'il s'inquiétait dernièrement du manque de lisibilité, de cohérence et de volontarisme de votre politique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, comme le disait Georges Pompidou, quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites.

M. Christian Bataille. C'est le Sapeur Camember !

M. le Premier ministre. Je constate le mépris que vous avez pour notre travail. (« Non ! » *sur les bancs du groupe socialiste.*)

Oh ! je ne dis pas que tout réussit. (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.*) Et surtout, je ne doute pas qu'il reste beaucoup de choses à faire. Je ne suis jamais dans l'autosatisfaction. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Et nous sommes vraiment convaincus que ce qui reste à faire est plus important que ce qui a été fait.

M. François Hollande. Vous ne parlez que de vous !

M. le Premier ministre. Je vous en prie, respectez ce que les Français constatent !

Respectez les baisses de la délinquance !

Respectez le retour de l'autorité républicaine ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Respectez la justice !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et le chômage !

M. le Premier ministre. Respectez notre loi de programmation militaire !

M. Jacques Desallangre. Et les licenciements !

M. le Premier ministre. Respectez l'action que nous conduisons pour faire en sorte que les Français sentent le travail revalorisé ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et les licenciements !

M. le président. Je vous en prie !

M. le Premier ministre. Nous voulons revaloriser le travail, parce que nous pensons vraiment que c'est par l'effort que nous pourrions résoudre les problèmes qui se posent à notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Alors, bien sûr, il y a des difficultés. Oh ! vous n'êtes pas responsables de toutes les difficultés, mesdames, messieurs les députés socialistes (« Ah ! » *sur les bancs du groupe socialiste*) mais il est vrai que si vous aviez fait les réformes nécessaires quand la croissance atteignait 4 %, ce serait plus facile aujourd'hui !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*) Nous, nous devons procéder aux réformes de structures avec seulement 1 % de croissance.

M. François Hollande. Quelles réformes !

M. le Premier ministre. Pour ce qui est de la réforme des retraites, je l'engage et nous l'engageons en concertation (« Non ! » *sur les bancs du groupe socialiste*) et avec détermination !

M. Jacques Desallangre. C'est les salariés qui vont payer !

M. le Premier ministre. Il faut le faire dans l'intérêt du pays.

Mme Martine David. Et le chômage !

M. le Premier ministre. Voilà ce qui nous anime.

Je vous invite simplement à respecter notre travail, comme vous respectez le vôtre.

M. Daniel Vaillant. Vous, vous n'avez pas respecté le nôtre !

M. le Premier ministre. Parce que nous travaillons au service des Françaises et des Français,...

Plusieurs députés du groupe des député-e-s communistes et républicains. Pas de tous !

M. le Premier ministre. ... au service de la France. Je ne vous laisserai pas dire que nous attaquons telle ou telle catégorie de Français, car nous travaillons pour la France. (*« D'en haut ! » sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Nous ne voulons pas opposer le secteur privé au secteur public. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Nous voulons de la justice. Nous voulons de l'équité. (*« Non ! » sur les bancs du groupe socialiste.*)

Nous voulons que cessent les disparités actuelles en matière de retraite ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Notre combat, il est pour l'équité. Je pense aux infirmières. Je pense aux policiers.

M. François Hollande. Vous pensez à vous !

M. le Premier ministre. Je pense aux enseignants. Je pense à tous ceux qui travaillent dans la fonction publique et qui ont droit évidemment au respect de la nation ! Ils ne font pas figure d'accusés au regard de la politique que mène le Gouvernement.

M. François Hollande. Ils en sont les victimes !

M. le Premier ministre. Je m'inscris en faux contre vos propos.

Notre combat, c'est celui de la France ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) D'une France plus équitable, d'une France plus juste ! (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Notre combat n'est pas celui d'un gouvernement qui dirige pour les uns contre les autres (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) mais celui d'un gouvernement qui dirige pour la France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 599

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 mai 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 mai 2003